

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

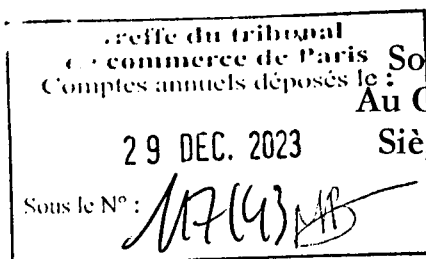
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 01408 Numéro SIREN : 418 782 025 Nom ou dénomination : 5ASEC R I F

Ce dépôt a été enregistré le 13/12/2023 sous le numéro de dépôt 117143



5àsec R.I.F.

Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE PRISES LE 31 OCTOBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois et le trente et un octobre à 11 heures, la société 5àsec Group, S.A.S. au capital de 16.916.759,19 € dont le siège est 20, Rue du Sentier, 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 018 233, associée unique, représentée par Monsieur Olivier BOCCARA représentant de la société Financière Hygie Présidente de 5àSec Group, a pris au siège social, les décisions ci-après.

Monsieur Olivier BOCCARA préside la séance en sa qualité de représentant de la société Financière Hygie Présidente de la société 5 à Sec GROUP Présidente de la société 5àSec RIF.

M. le Président constate :

- que le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.
- que Madame Martine AUMONT et Madame Sabine LE NOE membres du comité d'entreprise de l'unité économique et sociale sont

Le président dépose sur le bureau :

- La copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes titulaire
- La copie des convocations des membres du comité d'entreprise
- Le rapport de gestion du Président
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe)
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice
- Le texte des décisions proposées

Le président déclare que les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués à l'associé, ont été tenus à sa disposition au siège social dans les délais légaux et statutaires.

Le président rappelle que l'associée est appelée à se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président sur la gestion et les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2022,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de cet exercice,
- Approbation desdits rapports, comptes et bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022, quitus au Président,
- Affectation des résultats,
- Mention des conventions de l'article L227-10 du code de commerce,
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Président, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 Décembre 2022 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Président au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 3.884.416 € diminué du report à nouveau créditeur de 1.170.971 €, soit la somme de - 2.713.445 € en report à nouveau.

L'associé reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

.....

QUATRIEME DECISION

L'associé confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent extrait de procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de séance et représentant de l'associé unique.

M. Olivier BOCCARA Président de séance
et représentant de l'associé unique

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'B' followed by a long horizontal stroke.

5àSec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320 ,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

COMPTES ANNUELS

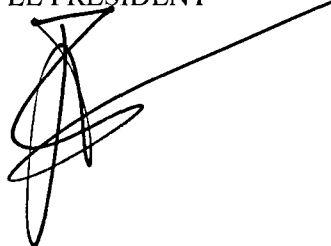
BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	611 738		580 553
Frais de développement	6 558	16 558	(10 000)	(10 000)
Concessions, brevets et droits similaires	808 737	809 029	(292)	4 235
Fonds commercial	43 759 147	14 761 968	28 997 179	29 767 948
Autres immobilisations incorporelles	728 777	216 900	511 877	511 877
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	585 152	513 561	71 591	91 860
Installations tech., matériels et outillages industriels	10 375 288	9 339 609	1 035 679	636 316
Autres immobilisations corporelles	17 867 935	16 409 142	1 458 793	1 480 550
Immobilisations en cours	114 541		114 541	38 103
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 992 503		2 992 503	2 992 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	1 082		1 082	6 122
Prêts	(290)		(290)	(290)
Autres immobilisations financières	2 195 168	313 911	1 881 257	1 406 633
TOTAL (I)	80 046 336	42 992 414	37 053 922	37 506 410
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	525 087	34 424	490 663	333 616
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	130 444		130 444	
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 748 909	213 155	2 535 754	1 745 699
Autres	4 784 335		4 784 335	4 170 985
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	13 863		13 863	13 863
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	1 638 573		1 638 573	4 955 296
<i>Charges constatées d'avance</i>	428 711		428 711	985 428
TOTAL (II)	10 269 922	247 579	10 022 344	12 204 887
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	90 316 258	43 239 993	47 076 265	49 711 297

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2022	Du 01/01/2021
	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20895320.58	20 895 321	20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	495 891	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	1 170 971	(763 553)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(3 884 416)	1 996 155
Subventions d'investissement	188 036	188 036
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	18 865 802	22 750 219
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	5 617	5 930
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)	5 617	5 930
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	415 059	624 156
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	415 059	624 156
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	781 335	955 776
Emprunts et dettes financières diverses	7 796 201	6 906 721
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	748 985	670 476
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 449 178	12 448 101
Dettes fiscales et sociales	4 309 212	4 180 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	704 876	1 169 453
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	27 789 787	26 330 993
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	47 076 265	49 711 297

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				10
Production vendue de biens				
Production vendue de services	35 436 062		35 436 062	27 903 951
Chiffre d'affaires Net	35 436 062		35 436 062	27 903 961
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			415 100	1 349 103
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			409 504	226 201
Autres produits			62	603
TOTAL (I)			36 260 728	29 479 868
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			32 053	7 347
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 091 016	1 646 055
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			(25 895)	118 517
Autres achats et charges externes *			19 849 107	17 325 742
Impôts, taxes et versements assimilés			693 641	725 443
Salaires et traitements			12 446 917	10 021 045
Charges sociales			2 565 463	2 048 436
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 107 536	1 356 994
Dotations aux provisions sur immobilisations			540 769	1 028 663
Dotations aux provisions sur actif circulant			34 424	80 125
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			315 266	294 992
TOTAL (II)			39 650 296	34 653 360
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			489 896	655 737
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I- II)			(3 389 568)	(5 173 492)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges			95 577	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			95 577	
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			504 330	433 910
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			504 330	433 910
RESULTAT FINANCIER (V- VI)			(408 753)	(433 910)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			(3 798 320)	(5 607 402)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion	226 889	1 871 248
Sur opérations en capital	196 645	6 857 074
Reprises sur provisions et transferts de charges	304 156	3 340 334
TOTAL (VII)	727 690	12 068 655
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	313 150	399 710
Sur opérations en capital	403 440	1 722 164
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	95 059	2 343 225
TOTAL (VIII)	811 648	4 465 098
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(83 959)	7 603 557
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	2 138	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	37 083 995	41 548 523
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	40 968 412	39 552 368
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(3 884 416)	1 996 155

Annexes

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 47 076 266 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -3 884 416 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
 - Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis conformément au principe de continuité d'exploitation, qui est notamment assuré par le soutien financier accordé par Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la Société.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/2022	31/12/2021
Capex	3% du CA	3% du CA
Frais structure	3% du CA	3% du CA
WACC	11,60%	12,12%
Croissance à l'infini	1,60%	1,40%
Fiscalité	25,8% sur la valeur terminale	25,8% sur la valeur terminale

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation).

Dans les deux cas (mise en œuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, sept magasins ont fait l'objet d'une dépréciation pour un montant global de – 541 K€.

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de 3 magasins (La chapelle ST Aubin, Val d'Europe, Wittenheim) et de la cession de 1 autre (Montrouge Verdier), la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 450 K€, dépréciations qui portaient la valeur nette comptable de ces actifs à 0 €.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 488 K€, la dépréciation globale est de 14 979 k€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

▪ Logiciels informatiques	de 2 à 7 ans
▪ Agencement des constructions	10 ans
▪ Matériel et outillage	de 2 à 10 ans
▪ Agencements, aménagements et installations	10 ans
▪ Matériel de transport	3 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
▪ Mobilier	de 7 à 8 ans

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quote-part de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.

Au cours de l'exercice, les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'un ajustement à la baisse de la dépréciation de -54k€ portant la dépréciation globale à 313 k€.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V. CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté.

Les provisions pour risques inscrites au bilan de clôture, soit un montant de 415 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

VII. Crédit d'Impôt Recherche :

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 19 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

VIII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3,4 % (vs 1 % lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 2,2 % des salaires iso (vs 1,9 % retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2016-2018 par sexe)

IX. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédures collectives de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TTC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (331 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 5 ans s'élève à 3 074 K€.

Montant en euros	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027
Dettes sociales non courant	12 910	12 910	12 910	12 910	180 742
Dettes Fournisseurs	93 797	93 797	93 797	93 797	1 313 154
Dettes fiscales non courant	28 396	28 396	28 396	28 396	397 543
Emprunts auprès des établissements de crédit	35 695	35 695	35 695	35 695	499 725
TOTAL CREANCIERS OPTION LONGUES	170 797	170 797	170 797	170 797	2 391 164

Le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine) a impliqué une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.

▪ Acquisitions et cessions :

En date du 18 novembre 2022, la société a procédé à la cession d'un droit au bail sis à Montrouge (provenance de la société absorbée TEINTURERIES LETOURNEUR).

Evènements postérieurs à la clôture

Afin de compenser la très forte inflation des prix de l'énergie (quasi doublement), nous avons dû mettre en place une contribution énergie de 99 centimes d'euros par transactions à compter du 1^{er} janvier 2023, en même temps qu'une hausse sensible du tarif de nos prestations en magasins.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations (*)	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement	618 296		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 066 114		2 560
TOTAL	46 684 410		2 560
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	567 718		
Installations techniques, matériel et outillages ind.	10 243 257		288 161
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	16 231 038		368 441
Mat. de transport	229 872		25 680
Mat. de bureau et info., mobilier	1 227 886		191 208
Immobilisations corporelles en cours	38 103		111 307
Avances et acomptes			
TOTAL	28 559 216		984 797
<i>Immobilisations financières</i>			
Autres participations	2 993 503		
Autres titres immobilisés	6 122		
Prêts et autres immobilisations financières	1 815 831		514 640
TOTAL	4 814 456		514 640
TOTAL GENERAL	80 058 083		1 501 997

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			618 296	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(772 015)	45 296 660	
TOTAL		(772 015)	45 914 956	
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const		(3 909)	563 809	
Installations techniques, matériel et outillages ind.		(156 130)	10 375 288	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	11 459	(400 033)	16 210 905	
Mat. de transport			255 552	
Mat. de bureau et info., mobilier		(17 617)	1 401 477	
Immobilisations corporelles en cours	(11 459)	(23 410)	114 541	
TOTAL	0	(601 099)	28 942 915	
Autres participations			2 992 503	
Autres titres immobilisés		(5 040)	1 082	
Prêts et autres immobilisations financières		(135 594)	2 194 878	
TOTAL		(140 634)	5 188 463	
TOTAL GENERAL		(1 513 748)	80 046 334	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment. (*)	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	47 744	580 553		628 297
Autres postes d'immo. incorp.	1 024 643	7 087	(5 801)	1 025 929
TOTAL	1 072 386	587 640	(5 801)	1 654 225
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	475 859	18 779	(2 420)	492 218
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agenc. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	9 606 942	(111 738)	(155 594)	9 339 610
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	14 907 749	514 461	(394 343)	15 027 868
Matériel de transport	226 862	11 589		238 451
Mat. de bureau et informatique, mobilier	1 073 634	86 804	(17 616)	1 142 823
TOTAL	26 312 388	519 896	(569 973)	26 262 312
TOTAL GENERAL	27 384 776	1 107 536	(575 774)	27 916 538

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Note : la Société ne comptabilise pas d'amortissements ou de provisions dérogatoires

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Réglementées</i>				
Provisions réglementées				
TOTAL				
<i>Risques et charges</i>				
Provisions pour litiges	624 156	95 059	(304 156)	415 059
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	624 156	95 059	(304 156)	415 059

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Dépréciations</i>				
Immobilisations incorporelles	14 757 411	540 769	(536 213)	14 761 967
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations				
Immobilisations financières	409 488		(95 577)	313 911
Sur stocks et en cours		34 424		34 424
Sur comptes clients	278 290		(65 136)	213 154
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	15 445 189	575 193	(696 926)	15 323 456
TOTAL GENERAL	16 069 345	670 251	(1 001 081)	15 738 515
<i>Dont dotations et reprises : - d'exploitation</i>		575 193	(160 713)	
<i>Dont dotations et reprises : - exceptionnelles</i>		95 059	(304 156)	
<i>Dont apport des sociétés fusionnées</i>				
<i>(*) En ce inclus les apports des sociétés fusionnées</i>				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Prêts (1) (2)	(290)		(290)
Autres immobilisations financières	2 195 168		2 195 168
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux	5 943	5 943	
Autres créances clients	2 742 965	2 742 965	
Personnel et comptes rattachés	72 105	72 105	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 935	82 935	
Impôts sur les bénéfices	89 936	89 936	
Taxe sur la valeur ajoutée	2 191 837	2 191 837	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	960	960	
Groupe et associés (2)	1 913 742	1 913 742	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	432 820	432 820	
Charges constatées d'avance	428 711	428 711	
TOTAL	10 156 832	7 961 954	2 194 878
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an (*)	A plus de 5 ans (*)
Emprunts et dettes auprès des étabs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	1 736	1 736		
- à plus d'1 an à l'origine	779 600	172 191	606 809	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 676	2 676		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 449 178	11 854 634	1 594 544	
Personnel et comptes rattachés	1 557 261	1 557 261		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 085 167	865 694	219 473	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 425 992	943 261	482 731	
Autres impôts, taxes et assimilés	240 792	240 792		
Groupe et associés (2)	7 793 525	7 793 525		
Autres dettes	704 876	704 876		
TOTAL	27 040 801	24 137 245	2 903 557	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	130 493			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

* dont échéances à plus d'un an liées à l'exécution du plan de redressement par continuation jusqu'en 2027.

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 177	38 007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 678 994	2 335 062
Dettes fiscales et sociales	1 961 912	2 154 255
TOTAL	4 670 083	4 527 324

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
16884000 Intérêts courus Sur emprunts auprès des établissements de crédit	24 004	32 834
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	5 173
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	2 678 994	2 335 062
42810000 PROV 35 HEURES	162 173	143 832
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	1 085 975	1 131 064
42862000 PROV SUR PRIMES	222 146	217 546
42865000 prov ind CDD	7 130	14 804
43810000 PROVISION CHGES MODULATION	24 286	31 977
43820000 Charges sociales sur congés à payer	224 492	221 187
43830000 CH SOC / primes	100 825	77 624
43860000 Autres charges à payer	17 706	17 706
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	0	78 850
43861000 CH SOC / 35 HEURES	28 764	14 465
43862000 ch / prov ind CDD	1 047	
43864000 C.I.L	53 243	70 954
43865000 TAXE APPRENTISSAGE	27 718	38 710
43868000 AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	0	89 127
44860000 Etat Charges à payer	6 406	6 406
TOTAL	4 670 083	4 527 324

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	104 536	215 172
Autres créances	296 001	141 197
TOTAL	400 537	356 369

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
41800000 Clients Produits non encore facturés	39 116	174 190
41810000 Clients Factures à établir	65 420	40 381
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	296 001	139 785
TOTAL	400 537	356 369

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Charges d'exploitation	428 711	985 428
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	428 711	985 428

Fonds commercial

	31/12/2021			Mouvements de l'exercice			31/12/2022		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport des fusions	Sortie	Dotation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 291 602	5 540 644	12 832 246		-379 290		6 912 312	5 540 644	12 452 956
Droit au bail	1 284 589	1 220 796	2 505 385		-105 900		1 178 689	1 220 796	2 399 485
Droit d'entrée	571 219	333 320	904 539				571 219	333 320	904 539
Mali technique	0	29 011 965	29 011 965		-281 023		0,00	28 370 942	28 730 942
Valeur brute	9 147 410	36 106 725	45 254 135		-766 213		8 662 220	35 825 702	44 487 922
Dépréciation			-14 987 810		536 213	-540 769			-14 992 366
VNC			30 266 325		-230 000	-540 769			29 495 556

Les principales variations de la période concernent :

- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.
- A la suite de la fermeture ou la cession de 4 magasins, la Société a procédé à la sortie des fonds de commerce ou droits au bail et des dépréciations associées.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 488 K€, la dépréciation globale est de -14 992 K€.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321

Pas de mouvement sur l'exercice.

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fusions	Fin exercice
Capital Social	20 895 321			20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0			0
Réserve légale	434 260	61 631	0	495 890
Autres réserves	0			0
Report A nouveau	(763 553)	1 996 155		1 170 971
Résultat 2021	1 996 155	(1 996 155)		
Résultat 2022				-3 884 416
TOTAL	22 562 182			18 677 766

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	35 436 062
TOTAL	35 436 062

Répartition par marché géographique	Montant
France	35 436 062
Etranger	0
TOTAL	35 436 062

Décomposition du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de -84 K€ de l'exercice s'explique principalement par :

- les honoraires de conseil dont ceux engagés dans le cadre des procédures collectives : - 183 K€
- les dotations nettes pour litiges et contentieux sociaux : + 195 K€
- les régularisations nettes sur exercices antérieurs (fournisseurs, charges sociales) : -53 K€
- les moins-values sur cession et mise au rebut : -44 K€

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022 se sont élevés à 67 635,94 euros.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-3 798 320	
Résultat exceptionnel (et participation)	-83 959	
Résultat comptable	-3 884 416	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 25 %. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	0
Effort construction	52 207
TOTAL	52 207
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice (montant estimatif)	20 695 832

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

L'ensemble des transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclu à des conditions normales de marché.

Effectif au 31 décembre 2022

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens	57	
Employés	0	
Ouvriers	474	
TOTAL	550	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			802 483
TOTAL			802 483

La Société a ouvert un Fonds Indemnisation pour Départ à la Retraite. Ce fonds collectif, souscrit auprès d'un organisme de crédit, est d'un montant de 32 K€ à la clôture.

Identité de la société-mère consolidant les comptes de la société

Financière Hygie
SAS au capital de 51.767.958 euros
20 Rue du Sentier
75002 Paris
RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Tableau des filiales et participations

Société	Quote-part du capital détenu en %	Capital social	Réserves et report à nouveau (*)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
5asec France	100	80 800	65 631	2 796 516	2 796 516	0	6 241 197	487 589

(*) en ce inclus les primes liées au capital

Aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours de l'exercice.

Autres engagements financiers

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).

Soutien financier reçu de la société mère du groupe

Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec, a accordé son soutien financier à la société, jusqu'à la date d'approbation des comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023.

5ASEC RIF

Société par actions simplifiée

20, rue du Sentier

75002 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

5ASEC RIF

Société par actions simplifiée

20, rue du Sentier

75002 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'associé unique de la société 5ASEC RIF

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 5ASEC RIF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.



En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

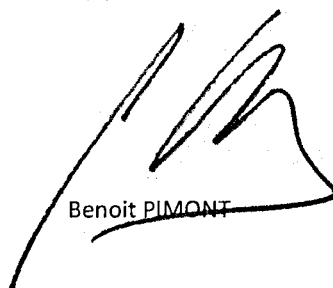
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

- d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 27 octobre 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Benoit PIMONT

COMPTES ANNUELS

en euros

5A S E C R I F

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Bilan au 31/12/2022

20, Rue du Sentier

75002 PARIS

SIRET : 41878202501888

NAF : 9601B

Etats financiers

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	611 738		580 553
Frais de développement	6 558	16 558	(10 000)	(10 000)
Concessions, brevets et droits similaires	808 737	809 029	(292)	4 235
Fonds commercial	43 759 147	14 761 968	28 997 179	29 767 948
Autres immobilisations incorporelles	728 777	216 900	511 877	511 877
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	585 152	513 561	71 591	91 860
Installations tech., matériels et outillages industriels	10 375 288	9 339 609	1 035 679	636 316
Autres immobilisations corporelles	17 867 935	16 409 142	1 458 793	1 480 550
Immobilisations en cours	114 541		114 541	38 103
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 992 503		2 992 503	2 992 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	1 082		1 082	6 122
Prêts	(290)		(290)	(290)
Autres immobilisations financières	2 195 168	313 911	1 881 257	1 406 633
TOTAL (I)	80 046 336	42 992 414	37 053 922	37 506 410
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	525 087	34 424	490 663	333 616
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	130 444		130 444	
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 748 909	213 155	2 535 754	1 745 699
Autres	4 784 335		4 784 335	4 170 985
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	13 863		13 863	13 863
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	1 638 573		1 638 573	4 955 296
<i>Charges constatées d'avance</i>	428 711		428 711	985 428
TOTAL (II)	10 269 922	247 579	10 022 344	12 204 887
Frais d'émission d'emprunts à évaluer (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	90 316 258	43 239 993	47 076 265	49 711 297

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2022	Du 01/01/2021
	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20895320.58	20 895 321	20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	495 891	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	1 170 971	(763 553)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(3 884 416)	1 996 155
Subventions d'investissement	188 036	188 036
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	18 865 802	22 750 219
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	5 617	5 930
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)	5 617	5 930
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	415 059	624 156
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	415 059	624 156
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	781 335	955 776
Emprunts et dettes financières diverses	7 796 201	6 906 721
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	748 985	670 476
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 449 178	12 448 101
Dettes fiscales et sociales	4 309 212	4 180 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	704 876	1 169 453
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	27 789 787	26 330 993
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	47 076 265	49 711 297

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				10
Production vendue de biens				
Production vendue de services	35 436 062		35 436 062	27 903 951
Chiffre d'affaires Net	35 436 062		35 436 062	27 903 961
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			415 100	1 349 103
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			409 504	226 201
Autres produits			62	603
TOTAL (I)			36 260 728	29 479 868
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			32 053	7 347
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 091 016	1 646 055
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			(25 895)	118 517
Autres achats et charges externes *			19 849 107	17 325 742
Impôts, taxes et versements assimilés			693 641	725 443
Salaires et traitements			12 446 917	10 021 045
Charges sociales			2 565 463	2 048 436
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 107 536	1 356 994
Dotations aux provisions sur immobilisations			540 769	1 028 663
Dotations aux provisions sur actif circulant			34 424	80 125
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			315 266	294 992
TOTAL (II)			39 650 296	34 653 360
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			489 896	655 737
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(3 389 568)	(5 173 492)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges			95 577	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			95 577	
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			504 330	433 910
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			504 330	433 910
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(408 753)	(433 910)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			(3 798 320)	(5 607 402)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion	226 889	1 871 248
Sur opérations en capital	196 645	6 857 074
Reprises sur provisions et transferts de charges	304 156	3 340 334
TOTAL (VII)	727 690	12 068 655
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	313 150	399 710
Sur opérations en capital	403 440	1 722 164
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	95 059	2 343 225
TOTAL (VIII)	811 648	4 465 098
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(83 959)	7 603 557
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	2 138	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	37 083 995	41 548 523
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	40 968 412	39 552 368
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(3 884 416)	1 996 155

Annexes

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 47 076 266 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -3 884 416 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
 - Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis conformément au principe de continuité d'exploitation, qui est notamment assuré par le soutien financier accordé par Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la Société.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/2022	31/12/2021
Capex	3% du CA	3% du CA
Frais structure	3% du CA	3% du CA
WACC	11,60%	12,12%
Croissance à l'infini	1,60%	1,40%
Fiscalité	25,8% sur la valeur terminale	25,8% sur la valeur terminale

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation). Dans les deux cas (mise en œuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, sept magasins ont fait l'objet d'une dépréciation pour un montant global de – 541 K€.

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de 3 magasins (La chapelle ST Aubin, Val d'Europe, Wittenheim) et de la cession de 1 autre (Montrouge Verdier), la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 450 K€, dépréciations qui portaient la valeur nette comptable de ces actifs à 0 €.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 488 K€, la dépréciation globale est de 14 979 k€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- | | |
|--|---------------|
| ▪ Logiciels informatiques | de 2 à 7 ans |
| ▪ Agencement des constructions | 10 ans |
| ▪ Matériel et outillage | de 2 à 10 ans |
| ▪ Agencements, aménagements et installations | 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 ans |
| ▪ Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |
| ▪ Mobilier | de 7 à 8 ans |

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quote-part de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.

Au cours de l'exercice, les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'un ajustement à la baisse de la dépréciation de -54k€ portant la dépréciation globale à 313 k€.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V. CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté.

Les provisions pour risques inscrites au bilan de clôture, soit un montant de 415 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

VII. Crédit d'Impôt Recherche :

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 19 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

VIII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3,4 % (vs 1 % lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 2,2 % des salaires iso (vs 1,9 % retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2016-2018 par sexe)

IX. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédures collectives de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TTC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (331 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 5 ans s'élève à 3 074 K€.

<i>Montant en euros</i>	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027
Dettes sociales non courant	12 910	12 910	12 910	12 910	180 742
Dettes Fournisseurs	93 797	93 797	93 797	93 797	1 313 154
Dettes fiscales non courant	28 396	28 396	28 396	28 396	397 543
Emprunts auprès des établissements de crédit	35 695	35 695	35 695	35 695	499 725
TOTAL CREANCIERS OPTION LONGUES	170 797	170 797	170 797	170 797	2 391 164

Le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine) a impliqué une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.

▪ Acquisitions et cessions :

En date du 18 novembre 2022, la société a procédé à la cession d'un droit au bail sis à Montrouge (provenance de la société absorbée TEINTURERIES LETOURNEUR).

Evènements postérieurs à la clôture

Afin de compenser la très forte inflation des prix de l'énergie (quasi doublement), nous avons dû mettre en place une contribution énergie de 99 centimes d'euros par transactions à compter du 1^{er} janvier 2023, en même temps qu'une hausse sensible du tarif de nos prestations en magasins.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations (*)	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement	618 296		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 066 114		2 560
TOTAL	46 684 410		2 560
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	567 718		
Installations techniques, matériel et outillages ind.	10 243 257		288 161
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	16 231 038		368 441
Mat. de transport	229 872		25 680
Mat. de bureau et info., mobilier	1 227 886		191 208
Immobilisations corporelles en cours	38 103		111 307
Avances et acomptes			
TOTAL	28 559 216		984 797
<i>Immobilisations financières</i>			
Autres participations	2 993 503		
Autres titres immobilisés	6 122		
Prêts et autres immobilisations financières	1 815 831		514 640
TOTAL	4 814 456		514 640
TOTAL GENERAL	80 058 083		1 501 997

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			618 296	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(772 015)	45 296 660	
TOTAL		(772 015)	45 914 956	
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const		(3 909)	563 809	
Installations techniques, matériel et outillages ind.		(156 130)	10 375 288	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	11 459	(400 033)	16 210 905	
Mat. de transport			255 552	
Mat. de bureau et info., mobilier		(17 617)	1 401 477	
Immobilisations corporelles en cours	(11 459)	(23 410)	114 541	
TOTAL	0	(601 099)	28 942 915	
Autres participations			2 992 503	
Autres titres immobilisés		(5 040)	1 082	
Prêts et autres immobilisations financières		(135 594)	2 194 878	
TOTAL		(140 634)	5 188 463	
TOTAL GENERAL		(1 513 748)	80 046 334	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment. (*)	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	47 744	580 553		628 297
Autres postes d'immo. incorp.	1 024 643	7 087	(5 801)	1 025 929
TOTAL	1 072 386	587 640	(5 801)	1 654 225
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	475 859	18 779	(2 420)	492 218
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	9 606 942	(111 738)	(155 594)	9 339 610
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	14 907 749	514 461	(394 343)	15 027 868
Matériel de transport	226 862	11 589		238 451
Mat. de bureau et informatique, mobilier	1 073 634	86 804	(17 616)	1 142 823
TOTAL	26 312 388	519 896	(569 973)	26 262 312
TOTAL GENERAL	27 384 776	1 107 536	(575 774)	27 916 538

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Note : la Société ne comptabilise pas d'amortissements ou de provisions dérogatoires

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Réglementées</i>				
Provisions réglementées				
TOTAL				
<i>Risques et charges</i>				
Provisions pour litiges	624 156	95 059	(304 156)	415 059
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	624 156	95 059	(304 156)	415 059

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Dépréciations</i>				
Immobilisations incorporelles	14 757 411	540 769	(536 213)	14 761 967
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations				
Immobilisations financières	409 488		(95 577)	313 911
Sur stocks et en cours		34 424		34 424
Sur comptes clients	278 290		(65 136)	213 154
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	15 445 189	575 193	(696 926)	15 323 456
TOTAL GENERAL	16 069 345	670 251	(1 001 081)	15 738 515
<i>Dont dotations et reprises : - d'exploitation</i>		575 193	(160 713)	
<i>Dont dotations et reprises : - exceptionnelles</i>		95 059	(304 156)	
<i>Dont apport des sociétés fusionnées</i>				
<i>(*) En ce inclus les apports des sociétés fusionnées</i>				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Prêts (1) (2)	(290)		(290)
Autres immobilisations financières	2 195 168		2 195 168
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	5 943	5 943	
Autres créances clients	2 742 965	2 742 965	
Personnel et comptes rattachés	72 105	72 105	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 935	82 935	
Impôts sur les bénéfices	89 936	89 936	
Taxe sur la valeur ajoutée	2 191 837	2 191 837	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	960	960	
Groupe et associés (2)	1 913 742	1 913 742	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	432 820	432 820	
Charges constatées d'avance	428 711	428 711	
TOTAL	10 156 832	7 961 954	2 194 878
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an (*)	A plus de 5 ans (*)
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	1 736	1 736		
- à plus d'1 an à l'origine	779 600	172 191	606 809	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 676	2 676		
Fournisseurs et comptes rattachés	13 449 178	11 854 634	1 594 544	
Personnel et comptes rattachés	1 557 261	1 557 261		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 085 167	865 694	219 473	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 425 992	943 261	482 731	
Autres impôts, taxes et assimilés	240 792	240 792		
Groupe et associés (2)	7 793 525	7 793 525		
Autres dettes	704 876	704 876		
TOTAL	27 040 801	24 137 245	2 903 557	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	130 493			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

* dont échéances à plus d'un an liées à l'exécution du plan de redressement par continuation jusqu'en 2027.

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 177	38 007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 678 994	2 335 062
Dettes fiscales et sociales	1 961 912	2 154 255
TOTAL	4 670 083	4 527 324

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
16884000 Intérêts courus Sur emprunts auprès des établissements de crédit	24 004	32 834
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	5 173
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	2 678 994	2 335 062
42810000 PROV 35 HEURES	162 173	143 832
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	1 085 975	1 131 064
42862000 PROV SUR PRIMES	222 146	217 546
42865000 prov ind CDD	7 130	14 804
43810000 PROVISION CHGES MODULATION	24 286	31 977
43820000 Charges sociales sur congés à payer	224 492	221 187
43830000 CH SOC / primes	100 825	77 624
43860000 Autres charges à payer	17 706	17 706
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	0	78 850
43861000 CH SOC / 35 HEURES	28 764	14 465
43862000 ch / prov ind CDD	1 047	
43864000 C.I.L	53 243	70 954
43865000 TAXE APPRENTISSAGE	27 718	38 710
43868000 AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	0	89 127
44860000 Etat Charges à payer	6 406	6 406
TOTAL	4 670 083	4 527 324

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients et comptes rattachés	104 536	215 172
Autres créances	296 001	141 197
TOTAL	400 537	356 369

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
41800000 Clients Produits non encore facturés	39 116	174 190
41810000 Clients Factures à établir	65 420	40 381
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	296 001	139 785
TOTAL	400 537	356 369

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Charges d'exploitation	428 711	985 428
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	428 711	985 428

Fonds commercial

	31/12/2021			Mouvements de l'exercice			31/12/2022		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport des fusions	Sortie	Dotation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 291 602	5 540 644	12 832 246		-379 290		6 912 312	5 540 644	12 452 956
Droit au bail	1 284 589	1 220 796	2 505 385		-105 900		1 178 689	1 220 796	2 399 485
Droit d'entrée	571 219	333 320	904 539				571 219	333 320	904 539
Mali technique	0	29 011 965	29 011 965		-281 023		0,00	28 370 942	28 730 942
Valeur brute	9 147 410	36 106 725	45 254 135		-766 213		8 662 220	35 825 702	44 487 922
Dépréciation			-14 987 810		536 213	-540 769			-14 992 366
VNC			30 266 325		-230 000	-540 769			29 495 556

Les principales variations de la période concernent :

- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.
- A la suite de la fermeture ou la cession de 4 magasins, la Société a procédé à la sortie des fonds de commerce ou droits au bail et des dépréciations associées.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 488 K€, la dépréciation globale est de -14 992 K€.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321

Pas de mouvement sur l'exercice.

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fusions	Fin exercice
Capital Social	20 895 321			20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0			0
Réserve légale	434 260	61 631	0	495 890
Autres réserves	0			0
Report A nouveau	(763 553)	1 996 155		1 170 971
Résultat 2021	1 996 155	(1 996 155)		
Résultat 2022				-3 884 416
TOTAL	22 562 182			18 677 766

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	35 436 062
TOTAL	35 436 062

Répartition par marché géographique	Montant
France	35 436 062
Etranger	0
TOTAL	35 436 062

Décomposition du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de -84 K€ de l'exercice s'explique principalement par :

- les honoraires de conseil dont ceux engagés dans le cadre des procédures collectives : - 183 K€
- les dotations nettes pour litiges et contentieux sociaux : + 195 K€
- les régularisations nettes sur exercices antérieurs (fournisseurs, charges sociales) : -53 K€
- les moins-values sur cession et mise au rebut : -44 K€

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022 se sont élevés à 67 635,94 euros.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-3 798 320	
Résultat exceptionnel (et participation)	-83 959	
Résultat comptable	-3 884 416	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 25 %. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	0
Effort construction	52 207
TOTAL	52 207
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice (montant estimatif)	20 695 832

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

L'ensemble des transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclu à des conditions normales de marché.

Effectif au 31 décembre 2022

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens	57	
Employés	0	
Ouvriers	474	
TOTAL	550	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			802 483
TOTAL			802 483

La Société a ouvert un Fonds Indemnisation pour Départ à la Retraite. Ce fonds collectif, souscrit auprès d'un organisme de crédit, est d'un montant de 32 K€ à la clôture.

Identité de la société-mère consolidant les comptes de la société

Financière Hygie
SAS au capital de 51.767.958 euros
20 Rue du Sentier
75002 Paris
RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Tableau des filiales et participations

Société	Quote-part du capital détenu en %	Capital social	Réserves et report à nouveau (*)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
5asec France	100	80 800	65 631	2 796 516	2 796 516	0	6 241 197	487 589

(*) en ce inclus les primes liées au capital

Aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours de l'exercice.

Autres engagements financiers

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).

Soutien financier reçu de la société mère du groupe

Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec, a accordé son soutien financier à la société, jusqu'à la date d'approbation des comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023.
